

J. CORDEROY DU TIERS

Ingénieur, Ancien Elève du Collège de Confolens et de l'Ecole Polytechnique, Licencié en Droit

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE

3me CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

MOUVEMENT RÉFORMATEUR

ELECTRICES, ÉLECTEURS,

L'expansion économique, créatrice de prospérité, répand ses bienfaits nous assure t-on. Pourquoi alors notre région se dépeuple t-elle et dépérit-elle ? L'expansion économique passe ailleurs et nos enfants vont la rejoindre.

Défendre notre région est notre devoir de Charentais ; c'est aussi notre devoir de Français car si on retire la vie à des régions comme la nôtre, on va créer une civilisation inhumaine, peuplée de robots, dirigée par des anonymes, mûre pour les pires servitudes.

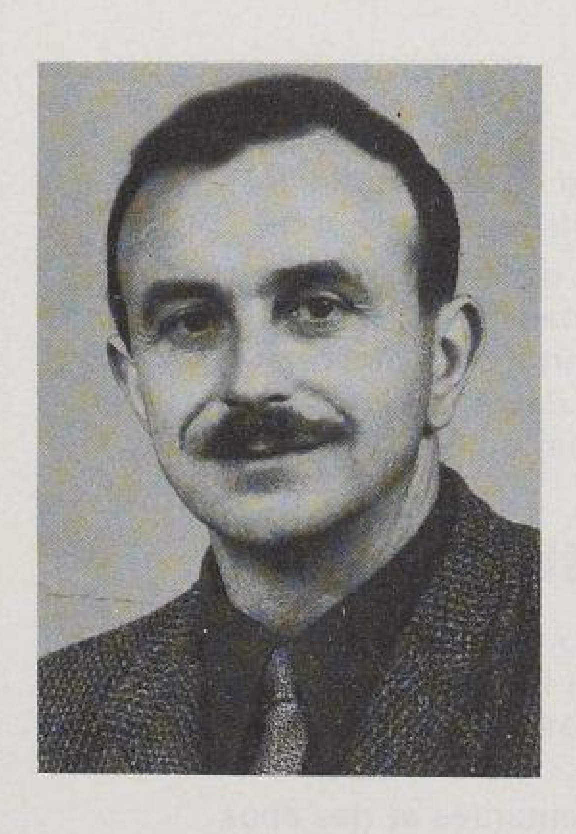
Le courant n'est pas irréversible, il est temps de réagir. Les hauts fonctionnaires qui, en fait, ont le pouvoir, ne nous connaissent pas, ne nous comprennent pas ; ils imaginent comment organiser notre vie ; mais c'est à nous de déterminer notre avenir, c'est le rôle des élus. On veut nous faire croire que le progrès exige la destruction de nos personnalités : personnalités de nos communes, de nos entreprises familiales et humaines. D'abord c'est une fausse conception, car nous pouvons évoluer en restant nous-mêmes ; ensuite à quoi servirait le progrès si il devait détruire l'homme ?

Faut-il tout renverser ? Non ; dans un monde qui évolue très vite, il faut évoluer dans le calme. Le Mouvement Réformateur s'oppose aux solutions extrêmes ; il veut que, ensemble, nous organisions notre avenir. Ses principaux objectifs sont :

- Rendre aux citoyens le pouvoir qui leur appartient à travers l'Assemblée Nationale et les assemblées régionales élues.
- Rétablir la justice fiscale et simplifier la fiscalité ; il faut que la contribution de chacun soit déterminée en fonction de ses possibilités.
- Donner la priorité aux équipements publics; notre argent ne doit pas comme actuellement être gaspillé en projets inutiles ou servir à enrichir des intérêts privés.
- Organiser une société ou chacun ait sa place et qui ne soit pas réservée aux plus malins.
- Donner aux handicapés et à ceux qui restent en marge du progrès de quoi leur permettre de ne pas être considérés comme les parias de notre société.
- Créer une Europe politique, expression de la volonté de ses populations, sauvegardant notre civilisation et permettant de nous défendre contre les blocs économiques russes, américains, japonais, qui tentent de nous dominer.

Ces objectifs sont ceux du bon sens. Ce sont les nôtres parce que nous sommes des hommes de tradition, attachés à notre terre natale; nous sommes acharnés, et nous l'avons prouvé, à effectuer chez nous des réalisations concrètes.

Electrices, électeurs, si nous sommes sortis de "notre réserve" c'est parce que nous sentons que notre région et notre civilisation sont en danger ; nous sommes prêts avec vous à essayer de les sauvegarder ; nous pensons en être capables.



Pierre MOURIER

Maire de Fontclaireau
Suppléant

Vu, les candidats .

le programme réformateur

Gouverner c'est vouloir, nous voulons :

I. - La sécurité des Françaises et des Français.

Dans un monde que la puissance des forces en présence rend dangereux, il faut que chacun ait la sécurité. Les vieillards par une augmentation de 100 % de l'allocation vieillesse ; les anciens combattants à quelque guerre qu'ils aient participé (par égalité des droits et par le respect des promesses qui leur étaient faites).

Les femmes doivent connaître l'égalité réelle des salaires ; compte tenu de leurs obligations familiales qui sont fondamentales, le travail à temps partiel sera favorisé, et le relèvement du salaire unique permettra à la femme de pouvoir être vraiment mère de famille.

Les commerçants et artisans qui témoigent de la liberté d'entreprise, seront protégés par les lois contre une concurrence inégale et sauvage. Débarrassés de la patente, soumis à un régime fiscal simplifié, ils bénéficieront de la déductibilité fiscale du salaire du ménage.

Une politique de structure, soutenue par le développement des prêts, permettra aux agriculteurs d'avoir un instrument de production adapté, qu'une politique rigoureuse des prix rendra enfin rentable, les industries agricoles et alimentaires élargiront leurs débouchés.

II. - Les équipements publics.

Débarrassé des dépenses de faux prestiges, les crédits pourront être augmentés de 20 % et s'orienter vers les vraies urgences.

L'enseignement verra ses équipements décidés dans le cadre de la Région du département de la commune, le nombre des écoles maternelles devra être doublé en 5 ans.

Le plan hospitalier devra être réalisé en respectant l'autonomie de gestion des hôpitaux.

Le nombre des logements devra atteindre 700.000 par an en augmentant la qualité.

L'augmentation de l'allocation logement devra compenser la poussée des loyers, et le développement des villes moyennes favorisé par un contrôle strict du prix des terrains et des zones rurales.

III. - Le pouvoir de l'Etat et le pouvoir Régional.

Restaurer le pouvoir des communes des départements, de la région, pour indiquer la poussée de la technocratie parisienne. La région structure nouvelle aura une Assemblée élue au suffrage universel et décidera des équipements qui lui seront nécessaires.

Augmenter les finances locales sans accroître les impôts mais en leur faisant transférer par l'Etat 1/3 des recettes de l'impôt sur le revenu, des droits de mutation èt une part de la taxe sur l'essence ; ce transfert permettra de supprimer des impôts absurdes comme la patente.

IV. - Rigueur pour l'argent public.

Issu du travail de tous, l'argent public, sera soustrait au régime des subventions pour satisfaire aux besoins publics et permettre l'octroi des prêts remboursables.

Une simplification considérable d'un système fiscal vétuste et obscur est indispensable sans attenter à la justice, et faire disparaître une fraude atteignant 15 %.

Les revenus du travail ne devront plus être pénalisés par rapport à ceux des capitaux.

Le système de la T.V.A. rongé de dérogations et d'exceptions devra tendre vers l'uniformité et s'harmoniser dans le cadre du Marché Commun.

V. - Défense des travailleurs et des consommateurs.

Travaillant pour une société économique vraiment humaine, nous étendrons le rôle des travailleurs dans l'entreprise, par un effort de formation, et l'exclusion de toute arbitraire. Un nouveau type de Société anonyme accueillera les représentants des ouvriers des cadres, des responsables à côté des actionnaires.

Le marché économique sera moralisé par une repression des ententes et des abus de position dominante gravement nuisible au consommateur. A cette fin sera créée une « Cour Economique » donnant au Conseil Economique et Social un véritable contrôle.

Vu, les candidats .

Imp. KARHOFF - 16260 Chasseneuil